

Sur l'Ukraine, une victoire de la Russie serait une défaite des Etats-Unis

Pierre Lévy

Si la Conférence de Munich a vu se fracturer la relation entre les Etats-Unis et l'Europe, la négociation d'une paix juste et durable en Ukraine reste une condition majeure de la sécurité transatlantique, analyse l'ancien ambassadeur de France en Russie

La Russie occupe régulièrement une place importante à la Conférence de Munich sur la sécurité. En 2007, le président russe, Vladimir Poutine, y avait exposé, avec une froide détermination, sa vision du monde ainsi que celle de sa politique étrangère et de sécurité. Le choc avait été grand pour ceux qui connaissaient mal la Russie. Il avait ensuite méthodiquement déroulé son programme jusqu'à l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022. Au regard de l'histoire, l'édition de 2025 aura été à la hauteur. Le président américain, Donald Trump, avait affiché l'objectif de régler rapidement le conflit ukrainien, et le discours de son vice-président était très attendu. J. D. Vance a pourtant à peine mentionné cette crise, vendredi 14 février, préférant infliger une leçon de démocratie aux dirigeants européens.

L'effet de sidération passé, il faut se concentrer, de manière opérationnelle, sur l'équation de la négociation amorcée. Il importe, tout d'abord, de prendre la mesure des **revendications russes** sur la base des objectifs que Moscou met en avant **depuis le début de la guerre**. Elles s'ordonnent en trois blocs. Le bloc territorial, d'abord : l'acceptation d'un cessez-le-feu suppose un retrait des troupes ukrainiennes des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia dans leurs limites administratives, c'est-à-dire un retrait ukrainien de zones dont la Russie n'a, dans certains cas, jamais eu le contrôle, comme Zaporijia. Un accord exigera ensuite la reconnaissance des « nouvelles réalités territoriales », c'est-à-dire **l'appartenance à la Fédération de Russie de la Crimée et de Sébastopol et des régions de Donetsk, Louhansk, Kherson et Zaporijia, déjà annexées**.

Le bloc sécuritaire, ensuite : **la « démilitarisation » de l'Ukraine signifie sa renonciation à adhérer à l'OTAN**, et l'acceptation d'un statut neutre, non aligné et non nucléaire. Le bloc politique, enfin : **la « dénazification » passe d'abord par le refus de négocier avec le président Zelensky**, dont la légitimité est niée par Moscou depuis la fin officielle de son mandat, en mai 2024. Le respect des droits, des libertés et des « *intérêts* » des russophones d'Ukraine est aussi mentionné.

S'y ajoute la levée de toutes les sanctions. Il s'agit de positions de départ d'une négociation. Moscou les ajustera au vu des évolutions sur le terrain, notamment dans la poche de Kursk. La Russie aura sans doute des exigences supplémentaires, comme le montre le communiqué du Kremlin après l'appel téléphonique entre les deux présidents, pour « *traiter les causes à la racine du conflit* », c'est-à-dire la question de l'ordre de sécurité en Europe et de la stabilité stratégique. A cet égard, Moscou avait mis sur la table, en décembre 2021, deux projets de traité, l'un avec les Etats-Unis sur les garanties de sécurité, l'autre avec l'OTAN sur des mesures pour « *assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des Etats membres* » de l'OTAN, appelant à l'élaboration de garanties de sécurité juridiquement contraignantes. Les Russes savaient que leurs propositions, voulant faire revenir l'Alliance à sa configuration d'avant son élargissement de 1997, étaient d'emblée inacceptables. Il s'agissait d'une mise en scène en forme d'ultimatum, en levée de rideau de la guerre.

Ce rappel montre la complexité de l'équation et la nécessité de distinguer les différentes étapes : un cessez-le-feu puis la recherche d'un règlement durable prenant en compte les questions de sécurité européenne et internationale.

Il importe ensuite d'aborder la négociation en position de force. Si les évolutions sur le terrain comptent évidemment, il existe une règle élémentaire dans le manuel du parfait négociateur : ne rien lâcher avant le début de la négociation. Sans méconnaître la complexité du débat et les clivages entre alliés, il est difficile de comprendre pourquoi l'adhésion à l'OTAN est d'emblée écartée. De même, **admettre unilatéralement des pertes de territoires internationalement reconnus, mettre en cause la légitimité de Volodymyr Zelensky, qui pourrait être remplacé par un pouvoir à la Belarus ou des nationalistes radicaux, c'est aussi satisfaire les attentes de Moscou avant même d'avoir commencé à discuter**.

Crise sous forme de poupées russes

Enfin, l'ampleur de la confrontation doit être bien appréhendée. La Russie propage sa conflictualité sur trois fronts : le terrain des opérations militaires, le front intérieur, avec le verrouillage politique du pays, et le champ extérieur, dans sa dimension diplomatique et sous la face sombre des actions d'ingérence et de déstabilisation. C'est une crise en forme de poupées russes : la guerre contre l'Ukraine représente la plus petite poupée ; la lutte contre les Etats-Unis, l'OTAN et l'Union européenne la figurine intermédiaire ; la plus grande, le combat pour un monde multipolaire – en clair, la reconnaissance de sphères d'influence d'une Russie cherchant à se repositionner en contrepoint des Etats-Unis, comme au bon vieux temps.

Aujourd'hui, les évolutions s'accélèrent. Mais nous ne sommes qu'au début d'une nouvelle séquence. Elle s'étendra sur le temps long pour autant qu'une solution sérieuse soit recherchée, et non un simple expédient. Aux Européens de se ressaisir, d'assumer leurs responsabilités pour leur sécurité et pas uniquement pour l'Ukraine, et de prendre leur place dans la configuration qui se dessine. Le sommet informel de Paris, lundi 17 février, à l'initiative de la France, participe de cette mobilisation, appelée à s'amplifier. Aux Américains de comprendre qu'ils sont au centre de la ligne de mire russe : désoccidentaliser le monde, dédollariser l'économie mondiale, agir en complicité avec l'Iran, la Corée du Nord et la Chine, instrumentaliser les BRICS [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud], tels sont les axes stratégiques de Moscou pour mettre fin à l'« hégémonie » des Etats-Unis, suivis de manière limpide et constante.

Une paix juste et durable est une condition majeure de la sécurité transatlantique. Une victoire de la Russie serait une défaite des Etats-Unis. Les répercussions seraient mondiales, tout particulièrement en Asie de l'Est. Pékin est au balcon. Comment le président Trump pourrait-il accepter une telle sortie de crise ?

Pierre Lévy a été ambassadeur de France en Russie (2020-2024)